

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 15/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HYDRO EXTRUSION Lucé/Chateauroux – Lucé 1

42 Rue de Beauce
28110 Lucé

Références : IC240025
Code AIOT : 0010000243

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION Lucé/Chateauroux – Lucé 1 implanté 42 Rue de Beauce 28110 Lucé. L'inspection a été annoncée le 07/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRO EXTRUSION Lucé/Chateauroux – Lucé 1
- 42 Rue de Beauce 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000243
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'unité dite Lucé 1 de la société HYDRO EXTRUSION LUCE/CHATEAUROUX réalise la découpe, la trempe, le recuit et l'extrusion de billettes d'aluminium pour réaliser des profilés à destination des industriels.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites données à l'inspection précédente du 19 octobre 2022
- la gestion du risque légionellose
- les moyens de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	Rétentions et bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III	Lettre de suite préfectorale	30 jours
6	Situation administrative	Code de l'environnement du 13/09/2023, article R.181-46-II	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Sans objet
5	Autosurveillance fréquente	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1er	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dimensionnement des besoins en eau d'extinction en cas d'incendie adapté aux risques et le confinement des eaux potentiellement polluées sont les principaux sujets à traiter en urgence par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : La vérification complète des installations électriques réalisée début octobre 2023 relève quatre observations nouvelles. Le dernier compte-rendu de vérification de l'installation électrique Q18 du 24 octobre 2023, transmis avant rédaction du rapport d'inspection, conclut que <u>l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</u> Le rapport de vérification des installations électriques du 23 septembre 2022 relevait 5 observations récurrentes et 17 nouvelles. L'inspection constate que seules de nouvelles observations sont relevées. Les écarts relevés dans le rapport électrique ont fait l'objet d'une intervention de réparation par SPIE INDUSTRIE le 3 novembre 2023. Par ailleurs, le compte-rendu Q19 du 29 novembre 2023 ne relève aucune anomalie. Compte tenu de l'absence d'observation récurrente dans le dernier rapport, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 août 2018 est considéré comme satisfait. Les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.
Observations : Transmettre le rapport de vérification des installations électriques 2024 dans le mois suivant sa réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : [...] Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.
Constats : Il a été relevé lors de l'inspection que l'écart relatif au non-respect d'une recommandation de l'étude technique foudre n'était toujours pas respecté. L'exploitant a transmis, dans le temps de rédaction du rapport, un bon de commande pour d'intervention de la société SPIE INDUSTRIE le 26 octobre 2023 relatif à la pose d'un parafoudre pour traiter la dernière recommandation de l'étude technique foudre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. [...]
Constats : Le parc d'extincteur du site a fait l'objet d'une vérification par la société SCUTUM le 12 septembre 2023. Les extincteurs corrodés, percutés, abîmés, manquants ou pour lesquels une épreuve décennale était requise ont été remplacés. La note de calcul D9 présentée conclut à un besoin en eau d'extinction en cas d'incendie de 1100 m3/h du fait de la surface du bâtiment de fabrication dimensionné pour étirer des profilés en aluminium en grande longueur. Selon l'exploitant, ce dimensionnement basé sur la surface de la plus grande surface non recoupée n'est pas adapté aux risques d'incendie de l'installation. L'exploitant se propose de faire réaliser une étude d'ingénierie incendie pour dimensionner les besoins réels en eau d'extinction et en confinement des eaux potentiellement polluées de son établissement. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il dispose des moyens en eau en cas d'incendie adaptés au risque à défendre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Rétentions et bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions et bassin de confinement
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : La note de calcul D9A dimensionne le besoin en confinement des eaux potentiellement polluées à 2200 m3. Selon l'exploitant, ce dimensionnement basé sur le besoins en eau d'extinction de la plus grande surface non recoupée n'est pas adapté aux risques d'incendie de l'installation. L'exploitant se propose de faire réaliser une étude d'ingénierie incendie pour dimensionner les besoins réels en eau d'extinction et en confinement des eaux potentiellement polluées de son établissement. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il dispose des moyens de confinement des eaux potentiellement polluées en en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 26 jours

N° 5 : Autosurveillance fréquente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des données d'autosurveillance
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

<p>Constats :</p> <p>L'établissement est soumis au contrôle périodique de ses installations de refroidissement d'eau dans un flux d'air.</p> <p>L'inspection relève que les déclaration ne sont plus renseignées dans le logiciel GIDAF depuis juin 2023.</p> <p>L'exploitant indique que le fonctionnement des tours aéroréfrigérantes est dédié au refroidissement de la chaîne P35 à l'arrêt pour entretien et remise en état depuis l'été 2023.</p> <p>L'inspection confirme en inspection que la chaîne de production P35 est en cours de démantèlement pour changement de pièces et rénovation. L'exploitation de cette chaîne de production sera arrêtée jusqu'au premier trimestre 2024 selon l'exploitant.</p> <p>L'inspection précise à l'exploitant que l'absence d'analyses du fait de l'arrêt des tours aéroréfrigérantes devrait être déclaré dans le logiciel GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 6 : Situation administrative

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/09/2023, article R.181-46-II</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploiter</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence de unité de traitement de surface d'outillage métallique par technique de nitruration en phase gazeuse utilisant de l'ammoniac.</p> <p>Cette activité a fait l'objet d'un porter à connaissance reçu le 22 juin 2022. Par courrier du 25 août 2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de compléter son porter à connaissance.</p> <p>Le local de l'installation de nitruration dispose d'un conduit permettant la ventilation des locaux en cas de dépassement d'un seuil en concentration d'ammoniac dont l'exutoire est réalisée en façade du local. Cette ventilation est activée par mise en œuvre d'un extracteur électrique asservi à la détection permettant d'accélérer la ventilation du local.</p> <p>Pour ce qui relève de la mise à jour de l'étude de danger et de l'évaluation des risques sanitaires, l'exploitant indique que ces points sont en cours d'élaboration par un bureau d'études.</p> <p>L'inspection est toujours dans l'attente des éléments de réponse attendus pour valider la modification de la situation administrative du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>